SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 10 AOUT 1887.

Rapport de la Commission de l'Intérieur et de l'Instruction publique, chargée d'examiner le Projet de Loi portant érection de la commune de Méan (province de Namur).

(Voir les n^{os} 245 et 289, session de 1886-1887, de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. le Baron MICHAUX, Président, SOUPART, PIGEOLET et COEMANS, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le Projet de Loi qui vous est soumis donne satisfaction à un grand nombre d'habitants de la section de Méan, commune de Maffe, qui, par requête du 24 juillet 1885, ont demandé que cette section, comprenant les hameaux de Méan, Bassines et Gros-Chêne, soit érigée en commune distincte.

La création de la commune de Méan est justifiée.

Le Projet de Loi ne fait que rétablir l'état de choses existant avant 1806.

Les limites des sections de Méan et de Maffe, qui correspondent à celles des sections du cadastre, restent ce qu'elles étaient jadis, lorsque ces deux sections formaient des communes séparées.

Leurs biens communaux sont distincts. La section de Méan forme déjà la circonscription d'une succursale indépendante.

Il est à remarquer que pour chaque section, sauf pour certaines dépenses obligatoires d'intérêt général, il a toujours été dressé un budget séparé.

Toutes les conditions pour une existence indépendante des sections de Méan et de Maffe sont réalisées.

La section de Méan possède en très bon état tous les édifices et établissements nécessaires aux services publics, notamment l'église, l'école, le presbytère et le cimetière.

Le budget dressé pour cette section fait espérer une situation financière satisfaisante. Les services de la bienfaisance et des cultes sont assurés.

Après enquête faite sur les lieux, le Conseil provincial de Namur a accueilli favorablement, dans sa séance du 16 juillet 1886, la demande des habitants de Méan.

Votre Commission a pris connaissance de trois pétitions contraires au projet.

(2)

Votre Commission n'a pas jugé péremptoires les raisons alléguées. Elle estime que l'érection de la nouvelle commune est parfaitement justifiée.

La Chambre des Représentants, dans sa séance d'hier a, après avoir rejeté l'ajournement par assis et levé, voté le Projet de Loi par 61 voix contre 21.

Votre Commission, Messieurs, a l'honneur de vous proposer l'adoption du Projet de Loi par 3 voix contre une.

Le Rapporteur,
OSCAR COEMANS.

Le Président,
Baron MICHAUX.